

RENDEZ-VOUS DE SEPTEMBRE 2004

Conférence du mardi 14 septembre

« Dédommagement : le prix à payer est-il trop élevé ? »

Introduction :

D'après les recherches effectuées récemment pour le compte de la Norwich Union, l'attitude des britanniques serait en train de changer : leur société communautaire se mue en société d'individus dont bon nombre cherchent simplement un maximum de profit personnel.

Les gens connaissent mieux leurs droits et sont prêts à les défendre. On pourrait penser que dans une société qui donne un pouvoir accru aux individus il ferait bon vivre, mais aujourd'hui, dans un esprit de "chacun pour soi", davantage de personnes cherchent à se faire indemniser par les tribunaux. Avec jusqu'à 40 pourcent des £10 md de remboursement comptabilisés dans les coûts au Royaume-Uni, les conséquences de ces frais de litiges méritent d'être comprises.

Dans d'autres états européens on assiste de la même façon à la naissance d'une tendance "litigieuse", ce qui ne manque pas d'inquiéter les assureurs. Au Pays-Bas, par exemple, la baisse des prestations sociales semble avoir provoqué une augmentation des demandes de compensation.

Si d'un côté l'accès à la justice a été facilité, n'est-il pas vrai aussi que l'accroissement de la réglementation européenne tend à créer un environnement où, protégés par l'état, les citoyens n'ont ni le désir ni même le besoin de se sentir responsables d'eux-mêmes ?

Les procédures juridiques sont également en cause. En avril 2000 le gouvernement britannique a modifié le fonctionnement du système de financement des actions civiles. L'instauration d'honoraires conditionnels et de l'assurance "post-événement", en même temps que l'abolition de l'assistance judiciaire pour les actions civiles, en a fait monter les coûts de façon significative.

Est-ce que l'évolution sociétale (dans laquelle les personnes responsables deviennent de moins en moins préparées à payer pour les fautes ou l'irresponsabilité des autres) et les conséquences des actions en justice fictives ou vexatoires se retournent-elles doublement contre nous, en tant qu'individus et à travers nos compagnies d'assurance ? Au Royaume-Uni les primes ont déjà été augmentées pour tenir compte de cette nouvelle donne, et l'obtention d'une couverture RC à un prix abordable devient problématique.

Des recherches ont démontré que les attitudes concernant les demandes sont peut-être en train de changer et que les attentes augmentent, devenant plus individuelles dans leurs requêtes. Tous les déposataires doivent repenser aux conséquences, y compris la façon d'interagir avec les gens, et comment leur mode de gestion opère.

Sans une intervention des autorités, le marché durable des assurances RC ne risque-t-il pas de disparaître, avec des conséquences inévitables pour nos vies professionnelles et personnelles ?

Comment créer un environnement qui éliminerait le côté conflictuel du dédommagement, car on constate que les systèmes actuels ne font qu'en augmenter le coût ?

Les entreprises se préoccupent-elles suffisamment de la sécurité sur les lieux du travail, les assureurs récompensent-ils les bonnes pratiques, les gouvernements font-ils tout ce qu'il faut pour sensibiliser les citoyens aux conséquences de leurs actes ?

Restauration ou récompenses ? A quoi doit ressembler un système de compensation moderne ?